Alain BLONDY, *L'Ordre de Malte au XVIII^e siècle. Des dernières splendeurs à la ruine*, Paris, Éditions Bouchene, 2002, 523 p.

Claude Michaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2305>

DOI : 10.4000/ahrf.2305

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 175-776

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claude Michaud, « Alain BLONDY, *L'Ordre de Malte au XVIII^e siècle. Des dernières splendeurs à la ruine*, Paris, Éditions Bouchene, 2002, 523 p. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 330 | octobre-décembre 2002, mis en ligne le 16 avril 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2305> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2305>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Alain BLONDY, *L'Ordre de Malte au XVIII^e siècle. Des dernières splendeurs à la ruine*, Paris, Éditions Bouchene, 2002, 523 p.

Claude Michaud

- 1 Cet ouvrage, de facture très traditionnelle, narre par le menu la fin peu glorieuse de l'Ordre de Malte qui vécut ses dernières belles années sous le Grand Maître Pinto (1741-1773), dont les prétentions absolutistes et monarchiques se heurtèrent à la faiblesse des moyens financiers. Les impositions des commanderies n'avaient pas été réévaluées depuis le XVI^e siècle, les États européens répugnaient à des sorties d'argent à destination de l'île ; la place conquise par Malte dans le commerce méditerranéen profitait plus à la bourgeoisie maltaise qu'à l'Ordre. Quant à la politique étrangère d'un Ordre devenu un véritable État, dont l'activité militaire était en total déclin, elle était étroitement subordonnée aux États bourbons, liés par le pacte de Famille, qui avaient fait de la Méditerranée occidentale un lac intérieur ; Malte demeurait un fief de la couronne de Sicile, les États bourbons fournissaient 77 % des revenus et les trois Langues françaises (Provence, Auvergne et France) la moitié. La politique étrangère de l'Ordre se faisait essentiellement à Paris, ce qui ne laissait pas de provoquer quelques difficultés occasionnelles puisque la France demeurait alliée à l'Empire ottoman. Le second successeur de Pinto, Emmanuel de Rohan, élu en novembre 1775, réunit un chapitre général en 1776 (il ne l'avait pas été depuis 1631) et réussit à imposer quelques réformes qui redonnèrent à l'Ordre une fragile santé financière. Il promut une politique de récupération de biens, parvint à réformer la justice (le *Suprême Magistrat de Judicature*), promulgua un code inspiré des idées des Lumières. Une Langue bavarroise, soutenue par la France, s'ajouta aux huit précédentes, alimentée par les biens des jésuites ; il s'agissait de faire contre-poids, dans l'aire allemande, aux Habsbourg, aux Hohenzollern et aux Hanovre. À la veille de la Révolution, le jeu fut quelque peu troublé par les ambitions russes en Méditerranée et les manoeuvres de l'ambassadeur Psaro, envoyé de Catherine II à Malte, par la politique de la reine Marie-Caroline de Naples,

filles de l'impératrice Marie-Thérèse, qui s'éloignait des cours des Bourbons, par les rivalités nationales de plus en plus vives chez les chevaliers.

- 2 L'Ordre fut confronté dès 1789 aux nouveaux cours des choses : il perdit dès le mois d'août les revenus de ses dîmes françaises ; Camus, janséniste et constituant, futur premier archiviste de France, voulut déclarer les propriétés de l'Ordre, comme celles du clergé, biens nationaux ; seul le statut de puissance étrangère que Malte s'était fait reconnaître, permit la sauvegarde des biens jusqu'en 1792. Si quelques chevaliers comme Ransigat, Dolomieu ou Fay étaient favorables à la Révolution, le Grand Maître Rohan lui était tout à fait hostile ; il tâcha néanmoins de faire prévaloir une politique de neutralité et de conciliation, tout en recherchant des appuis du côté de l'Angleterre et surtout de la Russie. Le Directoire et son ministre Delacroix voulaient surtout protéger les intérêts commerciaux français à Malte et empêcher que l'île ne tombât sous l'influence anglaise. Rohan mourut en 1797 et fut remplacé par Ferdinand de Hompesch, un Allemand par lequel l'Ordre espérait s'attirer la protection de l'Empereur. Il se trouva confronté à une grave crise financière - il fallait entretenir les chevaliers français, privés de leurs revenus - et à la désorganisation des circuits commerciaux qui mécontentait les milieux d'affaires. Par ailleurs, le Second Directoire, Talleyrand et Bonaparte intégrèrent Malte, clé du Levant, dans une stratégie méditerranéenne qui allait de l'Italie à l'Empire ottoman. Dès 1797, Bonaparte séquestra les commanderies d'Italie. L'expédition d'Égypte fit de la prise de Malte le prélude des opérations futures ; en juin 1798 l'île tomba dans les mains des Français à la première sommation et par la convention du 12, l'Ordre renonça au profit de la France à sa souveraineté. Ni les chevaliers divisés entre nations et par des choix idéologiques depuis 1789, ni la noblesse locale éloignée du gouvernement par l'Ordre, ni la bourgeoisie désemparée par le marasme économique, ni le peuple maltais méprisé et souffrant n'offrirent une vraie résistance. Hompesch se réfugia à Trieste où il ne fut que très médiocrement soutenu par François II qui ne voulait pas s'aliéner la Russie, au moment où elle prenait la tête d'une coalition contre la France. Car le Grand Prieuré de Russie, très hostile à Hompesch accusé de passivité, réussit une véritable O.P.A. sur l'Ordre en proclamant en octobre 1798 l'empereur Paul I^{er} Grand Maître.
- 3 La flotte française quitta Malte dès le 19 juin. Sous l'égide de la République française, le pouvoir passa à la bourgeoisie commerçante de La Valette. Les biens de l'Ordre devinrent biens nationaux, nombre de couvents furent supprimés et les religieux regroupés, l'esclavage fut aboli, la citoyenneté proclamée. Un *Journal de Malte*, en français, devait conforter le Nouveau Régime. Mais très rapidement, les communications entre Malte et le Directoire furent interrompues par le blocus anglais qui amena dans l'île la pénurie et sa conséquence, l'insécurité. Parallèlement naissait un mouvement de patriotes nationalistes. À propos d'une confiscation au couvent des carmes de Mdina, une révolte éclata, qui souleva les campagnes pauvres et très attachées à la religion, contre les Français et leurs soutiens maltais urbains et cultivés. Les Français ne conservèrent que La Valette et les Trois Cités. Le blocus se renforça lorsque Nelson revint d'Aboukir en octobre et prit l'île de Gozo. Après 19 mois, la reddition de Malte fut conclue le 4 septembre 1800 entre les Français et les Anglais, sans que les Maltais ne fussent consultés. L'occupation anglaise remplaça la française. En dépit de la paix d'Amiens qui rendit l'île à l'Ordre, sous la garantie des grandes puissances, les Anglais demeurèrent à Malte où ils furent mieux supportés que les Français par une population chez qui la longue détestation des chevaliers français

d'Ancien Régime avait été remplacée par l'hostilité à l'anticléricalisme révolutionnaire. En 1813, les Maltais furent déclarés par Londres sujets de la Couronne britannique, décision qui fut entérinée par le traité de Paris et le congrès de Vienne. Ainsi prenait fin le lien, qui datait de 1530, entre Malte, devenu au cours des ans un pôle économique important en Méditerranée, et l'Ordre qui avait perdu depuis longtemps sa vocation initiale.

- 4 Nous avons donc là un récit méticuleux des derniers temps de l'Ordre, appuyé sur de considérables dépouillements d'archives diplomatiques. L'Ordre et l'île de Malte avaient longtemps subsisté l'un par l'autre. Au XVIII^e siècle, il est certain que les intérêts des Maltais, quelle que soit leur catégorie sociale, y compris le clergé local, et ceux des chevaliers étaient de plus en plus divergents. Une histoire de l'Ordre ne peut être dissociée d'une histoire sociale et économique de Malte, assez peu présente dans cet ouvrage.